

PHILIPPE BRAUD

*Elire un Président...
ou honorer les dieux?*

Choisir l'hôte de l'Elysée, voilà un enjeu qui passe communément pour être de la plus haute importance. Ne passionne-t-il pas la vie politique française pendant de très longs mois et ne fera-t-il pas se déplacer aux urnes plus de vingt millions de personnes ? Il est vrai également que le chef de l'Etat n'est pas démuné de moyens autonomes d'action, susceptibles au moins d'influencer l'actualité que les grands médias modernes ont pour fonction d'orchestrer. Tous ces signes d'emblée donnent à croire que l'élément capital d'une élection présidentielle est l'investiture d'un homme : le candidat de la Majorité ou celui de l'Opposition, le candidat du Changement ou celui de la Continuité, le champion du Libéralisme ou celui du Socialisme, etc. Pourtant rien n'est moins sûr (sauf bien entendu aux yeux des acteurs politiques directs : partis, militants, soutiens divers). Pour qu'il en aille différemment dans les Sociétés « sages », c'est-à-dire celles qui ignorent les convulsions révolutionnaires aiguës, il faudrait d'abord admettre qu'à moyen et long terme les leaders, fussent-ils prééminents, jouent un rôle non mineur dans le destin d'un peuple; or l'histoire et l'anthropologie fournissent beaucoup de matériaux qui contredisent cette croyance. Mais si l'on en reste au strict cadre de l'élection présidentielle française, le choix opéré par les électeurs ne revêt en longue période une valeur cruciale que si peuvent être remplies cumulativement trois conditions, en fait inaccessibles.

Première condition : que le chef de l'Etat nouvellement élu ait une liberté d'action significative. Or, même institutionnellement, il subit des contraintes qui l'obligeront, s'il veut réellement infléchir le cours des choses, à consulter de nouveau le corps électoral (dissolution de l'Assemblée nationale) et à réduire, non sans risques, la résistance d'autres corps (Sénat,

Conseil constitutionnel, Conseil d'Etat, etc.). Surtout, le Pouvoir exécutif à la tête duquel le Président occupe une position prééminente n'est qu'un sous-ensemble de la Structure globale de contrainte qui, dans une Société développée, intègre et articule en des rapports complexes d'emprise réciproque les détenteurs du Pouvoir de coercition matérielle (Armée, Police), les détenteurs du Pouvoir économique (Institutions financières et Grandes Entreprises publiques ou privées, multinationales ou non), les détenteurs enfin du Pouvoir idéologique (Presse, Ecole, Eglise, Syndicats, Partis, etc.). Or, tous ces dirigeants ne sont pas eux-mêmes élus au suffrage universel. Face au chef de l'Etat, ils disposent de sources autonomes de pouvoir et d'influence.

Deuxième condition : que l'élection présidentielle offre aux citoyens une véritable alternative. Or, celle-ci suppose des candidats défendant des options profondément différentes sur les enjeux *essentiels* de la Société. Ils existent, c'est vrai, mais seulement parmi les marginaux de la compétition, le PCF occupant quant à lui une position intermédiaire, semi-marginale, à la fois du fait de sa thématique, partiellement révolutionnaire, de sa stratégie, partiellement électoraliste, et des perceptions qu'ont de lui l'opinion publique et la classe politique (1). Les candidats à l'Elysée qui cherchent à vaincre, et qui en ont les moyens parce qu'ils ont l'aura de crédibilité nécessaire, doivent se plier à la rationalité stratégique du suffrage universel qui est celle-ci : à partir des créneaux minoritaires qu'occupent solidement au départ les porte-drapeau de la Majorité et de l'Opposition, il s'agit de conquérir *le même* électorat flottant. En termes politiques, c'est celui qu'on appelle le Centre (gauche) ; mais en termes sociologiques, ces Indécis appartiennent à toutes les strates de population de sorte que leurs intérêts sont au moins en partie contradictoires si l'on considère leur statut socioprofessionnel, leur position dans les hiérarchies sociales du Revenu, du Pouvoir ou du Savoir. En compétition, pour séduire le même électorat, les candidats « sérieux » peuvent-ils leur tenir un langage radicalement différent ? et surtout un langage qui heurte une proportion statistiquement significative de ces marais ?

Troisième condition : que les électeurs ne soient pas eux-mêmes majoritairement préconditionnés à comprendre un seul code, un seul type de problématique. Ce que P. Bourdieu appelle l'« arbitraire culturel » dominant détermine idéologiquement un champ en dehors duquel il est vain d'espérer retenir l'attention des destinataires du message. De même qu'après un certain âge les enfants élevés dans un contexte linguistique francophone ne sont plus à même d'assimiler sans effort les phonèmes qui leur sont inutiles, donc ne perçoivent plus que comme un magma informe de sons ce qui est en réalité une langue étrangère dotée de sa cohérence propre, de même au niveau des options défendues par les compétiteurs y a-t-il pour la grande majorité des électeurs impossibilité radicale de comprendre certains langages parce que leur manquent les structures

(1) L'éventualité de son accession, seul, au Pouvoir serait-elle tolérée ?

idéologiques d'accueil et les repères informationnels nécessaires (2). L'indépendance de l'Algérie en 1955, la croissance zéro en 1965, les risques politiques du nucléaire civil en 1974, autant de thématiques qui, avec le recul du temps, paraissent plaidables alors qu'elles étaient littéralement inintelligibles à l'époque où se nouait effectivement le dilemme.

Choisir un Président : un acte en définitive de portée assez restreinte ? Sans aucun doute en période « normale » (3). D'où vient pourtant que ce constat suscite en nous un malaise, des résistances au sens psychanalytique du terme ? La réponse peut se situer à deux niveaux : nous *désirons* croire à l'importance de la désignation de tel candidat plutôt que de tel autre parce que nous avons politiquement et psychologiquement besoin de nous accrocher à cette illusion. (Par exemple... parce que cela nous rassure sur la place de l'Homme comme Sujet de l'Histoire.) Ou bien, et ce second niveau d'explication ne contredit pas le premier, nous sentons confusément que l'élection présidentielle est une institution capitale parce qu'elle remplit, non explicitement, d'autres fonctions que la simple investiture de M. X... ou de M. Y... comme chef de l'Etat.

Si l'on admet en effet que tout système social cherche à élaborer les conditions de sa propre reproduction, il est intéressant d'envisager à la lumière de cette problématique un mécanisme qui joue un rôle central dans la dynamique institutionnelle. A l'instar d'ailleurs des variantes américaine, canadienne, britannique ou allemande (4), l'élection présidentielle française présente trois caractères structurellement fondamentaux :

— C'est une élection « disputée ». Sa légitimité (son efficacité par conséquent) est étroitement corrélée à la liberté juridique d'accès à la compétition. Il y a pluralité de candidats et pluralisme des options. A ce titre, l'institution *met en scène* l'attachement à une culture démocratique qui privilégie au sommet le débat politique « ouvert », c'est-à-dire l'affrontement des compétiteurs dans le cadre d'un pluripartisme reconnu. Couronnant la pyramide des consultations nationales et locales, l'élection présidentielle consacre avec éclat l'appartenance de la France aux grandes Démocraties libérales, c'est-à-dire, à nos yeux, au Panthéon des Sociétés civilisées.

— C'est une élection « nationale ». A l'époque de la III^e République, les élections législatives étaient avant tout la somme de *n...* consultations d'arrondissement et les partis des conglomerats de personnalités locales, le plus souvent. Depuis 1958, le retour au scrutin d'arrondissement a été compensé par la discipline nationale stricte des grands partis et l'importance électorale des grandes étiquettes partisans. Mais l'élection présidentielle a porté à un degré encore supérieur de « centralité » le fonctionne-

(2) J. Piaget disait : « Si j'avais une idée vraiment neuve, je ne la comprendrais pas. »

(3) *I.e.* sans convulsion révolutionnaire aiguë, rappelons-le.

(4) Dans ces pays, le chef effectif de l'Exécutif est également désigné par le suffrage universel selon des modalités diverses : suffrage indirect aux Etats-Unis, élections législatives au Canada, en Grande-Bretagne et en RFA.

ment du suffrage universel en faisant de la France entière une circonscription unique. Cette situation convient fort bien aux exigences symboliques d'une organisation étatique dans laquelle le pouvoir politico-administratif réel n'a cessé de refluer de la périphérie vers le centre; elle « exprime » les réalités d'une Société où se sont étiolées les disparités géographiques ou socioculturelles.

— C'est une élection « hyperpersonnalisée ». Plus que toute autre consultation, l'élection présidentielle met en scène des leaders dont le profil personnel est projeté violemment au premier plan, tandis que leur étiquette partisane se fait fréquemment discrète, voire disparaît totalement. Les médias nationaux centralisés (radiotélévision pour l'essentiel) ont un pouvoir extraordinaire de mise en valeur de l'équation personnelle des quelques candidats « sérieux », même si tous ont, légalement, un temps d'antenne égal. A cet égard, le contraste est saisissant avec les autres scrutins nationaux ou locaux où prévaut l'impossibilité (technique ?) d'imposer à la télévision l'image de tous les candidats. (La plupart n'y ont même pas accès.) Dans ces conditions, le nouvel hôte de l'Elysée — quel qu'il soit — sera devenu familier aux Français qui, tous, seront capables de reconnaître son visage ou sa voix, d'avoir une opinion sur son sourire ou sa manière de se vêtir. Cette hyperpersonnalisation ne peut manquer d'être mise en parallèle avec la croissance contemporaine des dispositifs de pouvoir anonyme, qui caractérisent ce que l'on appelle à juste titre les sociétés techno-bureaucratiques. En Occident, l'interventionnisme administratif est plus poussé que jamais mais, aussi, la difficulté pour les assujettis d'identifier avec certitude les responsables effectifs des mesures qui leur font grief.

Dans une Société comme la nôtre, à la fois démocratique, centralisée et bureaucratique, l'élection présidentielle remplit certainement des fonctions symboliques beaucoup plus fondamentales que le choix lui-même du Président. Elle constitue, en effet, le rituel le plus approprié à la réactivation par les assujettis de leur consentement à ce type d'organisation sociale. En allant voter, c'est-à-dire en se soumettant sans réticence à une procédure instaurée par les constituants, mise en œuvre par les gouvernants, les électeurs témoignent combien est profond leur amour, intériorisé, des dieux fondateurs de la Cité auxquels ils vont sacrifier :

- la Démocratie ;
- le Peuple souverain ;
- l'Etat.

I. — L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE COMME HOMMAGE A LA DÉMOCRATIE

Semblable en cela à toute consultation électorale, mais à un niveau évidemment supérieur puisque l'enjeu est la Magistrature suprême, l'élection présidentielle est d'abord et avant tout une *pratique* de la Démocratie, du moins d'après le code symbolique en vigueur.

Le principe même de l'élection, le fait qu'elle puisse avoir lieu à intervalles réguliers, rappelle avec éclat que le chef effectif de l'Exécutif n'est ni un monarque héréditaire, ni un dictateur à vie. Il n'est pas indéfiniment assuré de ses prérogatives : il doit rendre des comptes, si puissant et prééminent qu'il soit pendant l'exercice de son mandat. Du contraste entre l'étendue de ses pouvoirs présidentiels et son possible retour au statut de simple citoyen surgit le grand Témoignage démocratique : celui que donnent les dirigeants politiques en s'inclinant par avance devant le verdict du scrutin, et celui que vivent les électeurs en allant glisser leur bulletin dans l'urne. L'impact de cet événement symboliquement chargé tient évidemment à la participation du plus grand nombre, à la démarche — si limitée soit-elle — qu'ils ont opérée ; parce qu'il n'y a plus simple passivité de spectateur, mais implication minimale comme acteur. Ainsi, gouvernants et électeurs s'accordent-ils à eux-mêmes une preuve supplémentaire, et non des moindres, que la France n'est pas une dictature totalitaire ; que la Démocratie comme Norme fondamentale est bien en vigueur, qu'elle constitue toujours le grand Référent, la Valeur suprême. Et de ce constat, nul doute que les uns et les autres en tirent un motif de fierté, flatteur pour leur Idéal du Moi tel qu'il se trouve culturellement façonné.

Soulignant l'authenticité du test démocratique, les deux caractéristiques majeures de tout recours en France au suffrage universel sont présentes dans l'élection présidentielle : la possibilité et la liberté de choix. Pour la grande majorité des électeurs, ce sont des « évidences » sur lesquelles s'appuie la Foi en la Démocratie.

La possibilité de choisir

Elle ne saurait résulter que de l'existence d'une alternative offerte au corps électoral. Or, dans le déroulement de la campagne comme dans les modalités du scrutin, tout porte celui-ci à croire en la réalité de cette alternative. Tout d'abord, d'un point de vue strictement quantitatif, la pluralité au premier tour des candidats : six en 1965, sept en 1969, douze en 1974. On s'effaroucherait plutôt de leur multiplicité-qui-égare-les-votes. Le pluralisme des familles politiques représentées constitue un gage essentiel de la possibilité de choix. Certes, ni les intéressés, ni les électeurs ne se font d'illusions sur les chances réelles de ces candidats marginaux qui introduisent dans le débat un langage *autre*. Mais ils existent : les écologistes, les monarchistes, les trotskystes, les représentants de la-Droite-qui-ose-dire-son-nom, etc. ; et le fait est qu'ils peuvent se faire entendre pendant la campagne, imprimer et distribuer dans les bureaux de vote des bulletins à leur nom. De toute manière, parmi les candidats « sérieux », il y a toujours des représentants de la gauche (5) et des représentants... de la non-gauche. Au second tour, entre le candidat sortant et celui de

(5) Sauf en 1969, au deuxième tour !...

l'opposition, les jeux ne sont jamais entièrement faits avant le soir du scrutin, ce qui prouve la plausibilité réelle d'une alternance. Mais, et c'est le troisième élément constitutif de la possibilité du choix, y a-t-il alternative au sens strict, c'est-à-dire des différences significatives entre les hommes, les équipes et les options crédibles ? La réponse paraît fort douteuse, mais l'essentiel est ailleurs : il faut et il suffit que celle-ci paraisse exister. Or, l'impression d'une alternative, même au second tour de l'élection présidentielle, est constamment étayée, affermie, fortifiée par la rationalité d'une campagne électorale qui fonctionne comme une vigoureuse scène au sens conjugal du terme (mais aussi théâtral, bien entendu !). Grâce à des effets de forme — ton péremptoire, expression polémique, condamnations sans appel, etc. — s'y exacerbent sans fin les différences même mineurs, et se gomment par enchantement toutes les convergences, même majeures. Et pourtant, en 1965, comme en 1969 ou en 1974, n'y avait-il pas, à quelques nuances près, accord profond entre les candidats du second tour sur le productivisme de type industrialiste, le modèle dominant de consommation, les hiérarchies de revenus en vigueur, la répartition des pouvoirs entre l'Etat et les collectivités locales, l'appartenance de la France au camp occidental, l'attachement au système libéral, etc. ? Sur tous ces plans vitaux, jamais les compétiteurs n'ont constaté leur identité de vues : bien, au contraire, ils se sont évidemment attachés à souligner combien la victoire de leur adversaire risquerait d'entraîner la France vers le déclin irrémédiable, l'aventure, l'anarchie, le chaos. Car toute élection présidentielle (6) est présentée immanquablement comme un tournant décisif, un rendez-vous historique...

La liberté du choix

Elle est soulignée par tout le cérémonial, strictement ritualisé, qui préside au déroulement de l'élection. Pendant la campagne légale, les candidats bénéficient d'une scrupuleuse égalité de traitement, notamment en ce qui concerne l'accès à la lucarne magique qu'est le petit écran. Et de fait, d'une certaine manière, grâce aux émissions sur les ondes dont l'importance est prépondérante dans ce genre de consultation, l'égalité apparente est ici beaucoup mieux consacrée que dans les autres scrutins nationaux ou locaux; il existe en effet de bien plus grandes disparités entre candidats lorsque leur accès au public dépend du bon vouloir de la presse écrite, ou de moyens (soit financiers, soit militants) fort inégalement répartis. La liberté du choix, c'est aussi l'absence officielle de privilèges particuliers au bénéfice de certains candidats ; quelques détails symboliques sont censés le prouver : par exemple, dans le tirage au sort des tranches d'émission, le leader d'un très grand parti, l'hôte sortant de l'Élysée, sont fort également parties prenantes avec les outsiders obscurs. Plus fondamentalement, tout se passe comme s'il y avait inversion du

(6) Les élections législatives aussi d'ailleurs.

rapport habituel d'emprise entre citoyens et gouvernants lorsqu'un président sortant, un ministre en exercice ou un ancien ministre, un grand leader d'opinion, sont obligés de se faire quémandeurs de suffrages. Pour l'électeur soumis aux hiérarchies sociales de la vie quotidienne, la Démocratie c'est aussi ce petit frisson de revanche intime qui le parcourt au spectacle de l'abaissement momentané des Grands, de leur dépendance éphémère ; c'est pourquoi sans doute le téléspectateur accorde une attention particulière aux candidats dont la stature est déjà imposante : les marginaux obscurs ne sauraient susciter, au même titre, l'expérience de la « réalité démocratique ». Enfin, la liberté du choix résulte, ici comme dans les autres consultations, du caractère secret du scrutin. Mais l'isoloir n'a pas seulement pour effet d'écartier d'indiscrètes surveillances : installé dans les écoles, c'est-à-dire dans des lieux à l'écart des processus de production ou d'échanges, en marge des espaces où s'exerce directement le pouvoir d'Etat, il est dans sa banalité totale, sa nudité sociale, le signe tangible de l'abolition des hiérarchies et des rangs ; un espace libre de tous rapports d'assujettissements politiques (7). Si la Démocratie c'est l'égalité, quel meilleur symbole que ce fragile habitat, uniforme pour tous, qui ne connaît que des Citoyens... majeurs, libres et responsables ?

Dès lors que le Peuple peut exercer librement un choix authentique, la Démocratie dévoile sa véritable nature : elle est l'exorcisme de la force brutale, le règne du Droit et de la Paix. Les dirigeants ne sont plus au pouvoir parce qu'ils s'imposent par contrainte à des sujets : non ! ils ont été reconnus comme les meilleurs. La violence comme fondement de l'Etat, la violence comme moyen de pérenniser l'Etat, la violence comme moyen d'imposer un changement à la tête de l'Etat se trouvent légitimement hors la loi. C'est la pratique du suffrage universel, au niveau des plus hautes instances politiques, qui permet de croire à la réalité de ce Désir. C'est elle qui, de ce fait, réactive le consensus autour des institutions étatiques et, partant, ... en facilite l'exercice par ceux qui les contrôlent. C'est ici que se manifeste le caractère profondément ambivalent de l'hommage ainsi rendu à la Démocratie. De même que dans les religions anciennes, rendre un culte au dieu était considéré comme un moyen de l'appriivoiser, de calmer sa colère, voire de le neutraliser, de même ici la pratique du suffrage universel, étroitement circonscrite à la désignation des membres de quelques instances politiques (Présidence de la République et Parlement pour l'essentiel) joue-t-elle en faveur d'une meilleure maîtrise par les gouvernants de toute parole rebelle au sein de la Société. Après tout, est-ce un hasard si les sociétés libérales à élections disputées constituent dans le monde des îlots de stabilité politique et d'efficacité institutionnelle ? Si, en leur sein, celles qui connaissent aujourd'hui un système quelconque d'élection au suffrage universel du chef effectif de l'Exécutif tranchent généralement positivement sur les Etats où le multipartisme parlementaire

(7) Mais non pas, bien au contraire, d'assujettissements symboliques puisque l'Ecole connote l'apprentissage, par des enfants, des savoirs socialement nécessaires.

l'interdit ? (Par exemple l'Italie, la Belgique ou même l'Espagne.)

L'élection présidentielle est un hommage rendu à la Démocratie mais, précisons-le, à l'initiative des gouvernants. C'est le général de Gaulle, Président de la République, qui en a fait inscrire le principe dans la Constitution et c'est par décret que se trouve convoqué aux urnes le corps électoral. Tous les sept, cinq, quatre ans ? La question intéresse surtout la classe politique et l'on retiendra que bien des auteurs de propositions de réduction du mandat ont eu, eux-mêmes, des velléités de candidature. C'est que l'élection présidentielle est aussi, est d'abord, le proscénium des Grands : des grands partis crédibles, des grands leaders implantés dans l'opinion publique. Il y a peu, très peu, de présidentiables « sérieux ». Pourtant, ce ne sont sans doute pas les qualités personnelles de nombre d'acteurs politiques qui sont en jeu : il y a certainement en France des centaines voire des milliers de personnes qui ont l'envergure intellectuelle, la force de caractère, l'habileté manœuvrière nécessaire. D'ailleurs est-ce si indispensable ? L'histoire, même récente, des Etats-Unis abonde en présidents médiocres, sans que cela ait été fondamentalement dommageable à ce pays. Et pourtant le fait est que la scène électorale présidentielle ne tolère que des candidats déjà consacrés par les très grands appareils de pouvoir idéologique : partis et médias. Elle couronne des mérites au sein d'une oligarchie extraordinairement restreinte (8).

II. — L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE COMME FÊTE POUR TOUT LE PEUPLE

Lorsque, avec la Révolution, la Société française s'est affranchie du lien dynastique qui constituait le principe institutionnel de sa cohésion, il fallut inventer une nouvelle liturgie pour célébrer une unité non seulement maintenue mais approfondie. « Vive la Fédération », « Vive la Nation », ces proférations des années 1791 et 1792 témoignent, parmi bien d'autres signes, de cette exigence vitale. A côté des Fêtes nationales et des divers cérémonials de l'Etat républicain, impérial ou monarchique, la généralisation de l'accès aux urnes a joué ce rôle, indirectement mais efficacement. Quand triompha, en 1848, le suffrage universel, les premières consultations se déroulent dans une atmosphère de liesse populaire qui ne laisse aucun doute sur le lien établi entre la Fraternité de tous les citoyens et l'Egalité devant les urnes. Mais la reprise en main s'opère vite : après les limitations imposées en 1850 (conditions de résidence), disparaît avec le coup d'Etat de Louis Napoléon le principe de l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel direct. A moins d'être en effet, comme aux Etats-Unis, le nécessaire contrepoids à de puissantes tendances centrifuges, l'institution présente encore en Europe, et singulièrement en France, plus d'inconvénients que d'avantages aux yeux des milieux dirigeants. La Société est trop influencée par le principe dynastique pour que le suffrage

(8) *A contrario*, candidats mineurs = thématiques mineures... ou minorisées.

universel ne suscite pas des tentations dangereuses pour la République ; mais surtout le mode familial de production, qui tend à isoler les uns des autres les producteurs, n'a pas encore cédé devant les grands systèmes intégrés de production et d'échanges dont l'hégémonie caractérise l'économie contemporaine. Originalités régionales et subcultures particulières sont encore bien vivantes dans une population imparfaitement « brassée ». Dès lors, le temps fort de la célébration de l'unité par le suffrage universel, ce sont les élections des députés : une consultation nationale certes, mais dans le cadre, chaque fois particulier, de près de six cents arrondissements. En 1962, au contraire, la restauration de l'élection présidentielle a une tout autre signification qu'en 1848. Devenue la plus importante de toutes les consultations, elle correspond maintenant de façon parfaitement adéquate à l'état d'une Société parvenue à un degré, jamais atteint jusqu'ici, de centralisme et d'homogénéité. C'est pourquoi, bien plus que « le 14 juillet », le « 11 novembre » ou « le 8 mai », l'élection présidentielle est actuellement la plus efficace de nos fêtes nationales.

Cette fonction de réactivation, sur le mode ludique, de l'unité nationale résulte principalement de trois ordres de faits :

Un spectacle identique offert à tous les Français

Toute campagne électorale est mise en scène de thèmes, mise sur scène d'acteurs cherchant à séduire. Mais alors que le préau d'école était, au temps des scrutins de la III^e République, l'espace prioritaire de cette rencontre avec le public, la campagne présidentielle privilégie avant tout les ondes, et d'abord la télévision. Programmées aux heures de grande écoute, les « émissions-pour-la-campagne-présidentielle » atteignent tous les Français au même instant par la vertu magique mais non innocente de ces grands dispositifs de communication hautement centralisés. Un parfait inconnu, Marcel Barbu, essuie-t-il une larme d'émotion en se justifiant de se présenter contre de Gaulle ? Dix millions de Français le savent dès le lendemain. L'élection présidentielle comme spectacle pour tous les Français, c'est la conjonction exceptionnelle d'un mode de scrutin et d'un médium. Rassemblés dans une circonscription unique, les Français ont droit aux mêmes candidats. (Au passage, signalons que la réglementation juridique de l'accès à la candidature est conçue de manière telle qu'elle rend plus difficile l'apparition d'un chevalier exclusif du combat breton, alsacien, corse... ou antillais, puisqu'il faut réunir les signatures de 500 parrains dans plus de trente départements différents.) Les citoyens vont donc suivre les péripéties d'une (petite) Histoire vraiment commune, opiner sur les mêmes prestations, osciller entre les mêmes paladins. Le médium télévision amplifie de façon extraordinaire l'impact de cette situation (9). Sans lui, les candidats auraient pu privilégier les grandes

(9) L'élection présidentielle et la télévision pour tous sont en France deux phénomènes à peu près concomitants.

réunions publiques en province, tenir ici et là des discours spécifiques, recloisonner en quelque sorte la compétition. Avec la télévision, ce jeu est devenu difficile même s'il n'exclut pas les clins d'œil spécifiques en direction d'une strate ou l'autre de population. Plus encore, l'essentiel de la campagne présidentielle se structure autour de signaux émis de la capitale. V. Giscard d'Estaing veut-il, en 1974, annoncer sa candidature en la mairie de Chamalières ? Le geste paraît insolite ou sophistiqué. Les chaînes de télévision émettent à partir de Paris et, après tout, l'enjeu de la compétition n'est-il pas l'Élysée ? Bon ou mauvais, le spectacle se situe au « Centre », et non pas en cent lieux éclatés de la périphérie.

Un code langagier qui convie, en permanence, à l'unité fusionnelle

Certes, une campagne électorale donne nécessairement le spectacle de la division implacable, de l'âpre affrontement. Mais entre les compétiteurs seulement. La rationalité intrinsèque du suffrage universel exige, au contraire, que chacun d'eux tienne en direction des électeurs le langage de l'unité fusionnelle. De « l'union du peuple de France » au « vaste rassemblement de tous les Républicains », en passant par « le front de classes », « l'union sans exclusive de tous les démocrates » ou « le sursaut de toutes les énergies nationales », tout le vocabulaire électoral de base dénote avec insistance cette thématique. Pour vaincre ou approcher d'aussi près que possible d'un rassemblement majoritaire, il faut en effet constituer un conglomérat de votes qui transcende les multiples disparités professionnelles et culturelles ; séduire dans toutes les couches sociales et n'exclure *a priori* comme adversaire irréductible qu'une couche de grands capitalistes ou une poignée d'antinationaux (les seuls dirigeants des forces hostiles, pour l'essentiel). Jusqu'au jour du scrutin, tout Français est un électeur potentiel et, à ce titre, a droit d'être choyé par les candidats — ceux, du moins, qui cherchent à gagner.

Pour les mêmes raisons, le discours électoral hypertrophie tendanciellement le registre rhétorique de la promesse et fait l'impasse au maximum sur les coûts des politiques proposées. (Réserve faite de quelques spécialistes de la séduction churchillienne : « Je ne vous offre que la perspective de sacrifices », modalité au reste susceptible de provoquer également un certain type de plaisir.) Dans cette atmosphère, largement caractérisée par le déni de réalité, les électeurs dans leur ensemble ne sont pas dupes des multiples promesses qui leur sont faites ; mais il est probable aussi qu'au tréfonds d'eux-mêmes, beaucoup aimeraient pouvoir y croire. Le langage électoral crée ainsi un climat dans lequel la soumission quotidienne aux réalités économiques et sociales paraît susceptible d'être remise en cause, au moins partiellement. La possibilité du changement fait naître espérances et angoisses : ces deux émotions antagonistes favorisent momentanément beaucoup de régressions fusionnelles auxquelles s'alimentent, exacerbés, la passion de l'ordre et le désir d'union. (Quelle qu'en soit la direction politique.)

Enfin, la rationalité de ce type de scrutin exige évidemment la prédominance de thèmes de campagne nationaux. L'impératif national, le destin de la France, le bonheur de *tous* les Français, voilà la « hauteur » à laquelle doit obligatoirement se situer un candidat qui s'adresse à toutes les couches sociales, à tous les départements et nourrit l'ambition d'être pendant sept ans « le garant de l'indépendance nationale » (Constit., art. 5). Il s'agit en effet de parler aux électeurs, à tous les électeurs, de ce qui les constitue en porteurs de projets convergents (et non contradictoires). Une sourdine s'impose à la prise en considération trop attentive de particularismes socioprofessionnels ou culturels, dès lors qu'une sollicitude excessive ferait naître ailleurs l'inquiétude ou le soupçon d'avoir à en supporter les coûts.

Une célébration des Citoyens, égaux et fraternels

Tout recours aux urnes est censé, mythologiquement, restituer la parole au Souverain : le Peuple. Mais ce Peuple au sens constitutionnel du terme est une entité abstraite, comme la Nation. Il ignore en son sein les différences de classes ou de statuts sociaux ; il transcende toutes les sociétés partielles, toutes les allégeances particulières à une famille, une entreprise, une minorité culturelle, une église. C'est ce Peuple-là, ce héros de la mythologie politique, qui exprime sa volonté. Sur la scène électorale, triomphe le principe fondamental : un homme = une voix, d'autant plus intégralement respecté dans un scrutin présidentiel que s'y trouvent abolies les inégalités dues aux découpages des circonscriptions. C'est là cependant un principe intrinsèquement transgressif. Abolies les hiérarchies quotidiennes, les distinctions entre PDG et manœuvre, officier supérieur et homme du rang, haut fonctionnaire et huissier. Tous les électeurs se retrouvent fraternellement sur le même plan et leurs bulletins, mélangés, seront décomptés ensemble. Cette égalité, qui ne saurait résulter que de la négation éphémère des situations concrètes, concerne les Français seulement dans leur qualité de Citoyen. Le suffrage universel est la fête du Citoyen, cet être suprême qui n'a ni revenu ni emploi, ni religion, ni diplôme ; mais dont le vouloir importe tant au destin de la communauté nationale. Cette « transsubstantiation » qui le fait naître facilite non pas tant une déprimante dilution du *moi* individuel dans un grand Tout (les millions de membres du corps électoral !) mais plutôt une sorte d'éphémère expansion/valorisation du *moi*. « Chaque vote a son importance » répètent les candidats ; « Voter est un droit ». Nul doute que l'électeur enfermé dans les contraintes de la vie quotidienne, peu habitué à être pris en considération à la modeste place où il se trouve, ne tire un minimum de satisfaction compensatoire et inavouée à se trouver ainsi l'objet d'incessantes entreprises de séduction menées pendant la campagne. Et, s'il se déplace aux urnes, comme plus de vingt millions d'autres, n'est-ce pas qu'à un niveau ou l'autre de sa personnalité il a l'impression de poser un acte *important* ? L'utopie de la société sans classes, dans laquelle égalité

et euphorie fusionnelle se conjuguent étroitement, le citoyen l'approche, un bref instant, le jour de l'élection. Mais cette société sans classes, c'est la Communauté nationale.

III. — L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE COMME RÉHABILITATION DE L'ÉTAT

A l'époque contemporaine, non seulement l'emprise du Pouvoir politique ou administratif se lit quotidiennement dans le tissu social (emprise sur les biens, sur l'espace, sur les personnes...) mais le niveau de développement atteint par les services publics semble faire de leur intervention l'expression d'une sorte de force aveugle, irrésistible, froide et sans visage. Ce stéréotype est particulièrement prégnant sur ceux des Français — et ils sont l'immense majorité — qui ont un accès ni direct, ni aisé aux centres de décision effectifs auxquels ils sont assujettis. Identifié à travers « le maquis » des réglementations multiples, le pouvoir d'Etat apparaît alors comme un inquiétant dispositif de pouvoir *anonyme*. Mais cette perception renvoie en fait à deux catégories de réalités confusément mêlées en général dans l'esprit des administrés :

- l'existence d'un Sujet : le Pouvoir techno-bureaucratique, appellation qui unifie symboliquement et sémantiquement l'ensemble des grandes institutions publiques et singulièrement l'Administration étatique ;
- l'existence d'effets de système, c'est-à-dire de processus et procédures dévidant imperturbablement la chaîne de leurs implications.

L'Etat comme « monstre froid », comme Pouvoir *anonyme*, provoque alors une double réaction d'origine bien différente : l'angoisse devant un Sujet omnipotent, et l'angoisse devant un processus *sans* Sujet. A cette situation grosse d'agressivité réactionnelle, l'hyperpersonnalisation de l'élection présidentielle constitue une réponse particulièrement appropriée. Elire un président, c'est réaffirmer la place de l'homme comme Sujet de son histoire, maître de ces processus aveugles et inquiétants. C'est aussi redécouvrir avec la campagne électorale que l'Etat peut avoir à sa tête un dirigeant bienveillant.

L'Etat à visage humain

Avec l'élection du Président, c'est-à-dire la désignation de celui qui se situera au plus haut niveau de la pyramide constitutionnelle, c'est symboliquement la réappropriation du Pouvoir par les citoyens conscients qui s'opère ; c'est le verrouillage d'une Institution dont la force d'inertie menace ; c'est la revanche de l'Homme. Dans cette période si particulière où se libèrent des espoirs démesurés et s'expriment d'inhabituelles illusions dans le corps social, le Président est celui dont la volonté personnelle est censée pouvoir remuer des montagnes. Il a des remèdes à la crise ; il

sait « comment on va s'en sortir » ; il a un projet, des perspectives ; il voit loin. Certes, ce volontarisme est plus facile au(x) candidat(s) d'opposition, puisque nul démenti ne peut leur être commodément opposé sur la base d'une pratique antérieure. Mais l'habileté d'un candidat de la Majorité sortante tient précisément à son aptitude à prendre ses distances vis-à-vis de la gestion passée du Gouvernement, à en répudier les aspects négatifs mis, explicitement ou non, sur le compte d'autres responsables. De sorte que de tous bords le discours électoral obéit à une rationalité d'airain : il n'y a pas de forces incontrôlables, il n'y a pas d'accidents imprévisibles, il n'y a pas de crise fatale. Non ! pour endosser le négatif, des boucs émissaires sont désignés ; pour redresser la barre, éviter les écueils, approcher des cités radieuses, il y a toujours un Pilote clairvoyant, un Timonier expérimenté. S'il y a nécessairement, dans la langue du candidat à l'Elysée, un « Je ... » insistant qui gouverne la phrase (10), c'est parce que, à l'Histoire, il y a toujours un Sujet : l'Homme.

Parallèlement, l'immense et tentaculaire appareil d'Etat, le monstre techno-bureaucratique (figures familières de la mythologie antiétatiste) vont se trouver réduits par les candidats « sérieux » au rôle positif de simple levier — efficace — au service de la volonté réformatrice du futur chef de l'Etat. Les manifestations de bureaucratie tatillonne seront certes réduites à merci, et abolis les règlements complexes et contradictoires qui étouffent les collectivités locales ou les libertés des citoyens... Mais plus les candidats sont légitimés à espérer la victoire, moins ils traitent avec insistance des thèmes pourtant populaires comme « la prolifération des bureaux pléthoriques », « les lourdeurs administratives », « l'omnipotence de services vaguement malveillants », voire celui des « bavures ». Chacun sait en effet que, s'il est élu, il aura besoin de cet appareil et surtout devra composer avec lui. Aussi l'accent est-il publiquement placé sur le fait que le futur Président est prêt à œuvrer au profit des Français « avec toutes les ressources de l'Etat », à garantir leur tranquillité « grâce à un Etat restauré ».

Dès lors que l'Etat a un chef, et un chef librement choisi, il se trouve beaucoup mieux légitimé par notre culture « humaniste » et « démocratique » à jouer un rôle actif dans la Société, pour contrôler les tensions, neutraliser ou régler les conflits et obtenir l'obéissance. A travers le Président, c'est en effet l'appareil d'Etat tout entier qui bénéficie du suffrage universel comme substitut moderne de l'onction des rois.

L'Etat à visage bienveillant

L'amour de l'Etat est fortement vivifié par la rationalité d'une campagne qui, comme toute campagne électorale, fonctionne évidemment à la séduction. Les candidats se doivent d'être attractifs et ils s'efforcent

(10) Les allocutions radio-télévisées des candidats privilégient systématiquement la construction à la première personne du singulier.

de l'être tout d'abord au niveau de leur discours. Pour trouver à ce niveau le contact avec les électeurs, le mode de propagande habituellement privilégié est celui de la promesse. Promesses en direction de chacune des strates de populations ; promesses s'adressant globalement à l'ensemble des Français. Mais les mécanismes socioculturels de défense des électeurs (ne serait-ce que leur mémoire sociale) exigent des affinements supplémentaires : parfois, appels à l'effort et à la discipline qui peuvent se révéler aussi séduisants ; cohérence interne forte d'un Projet global de Société ; crédibilité des perspectives ouvertes, etc.

Cependant, l'hyperpersonnalisation de la campagne présidentielle prouve que les candidats s'efforcent aussi de séduire non pas tant par ce qu'ils disent, ou même ce qu'ils sont, que par l'image qu'ils cherchent à imposer d'eux-mêmes. Des enquêtes ont montré quelles qualités les Français disaient attendre en priorité de leur Président : énergie, compétence, honnêteté, intelligence, attention à tous, etc. Les candidats s'efforcent donc de « coller » d'aussi près que possible à ce « profil symbolique » en vigueur. Et, pour ce faire, quel meilleur moyen que de sélectionner dans la biographie individuelle les éléments d'illustration nécessaires ? de soigner à l'écran l'attitude, le geste, la voix, le regard qui connotent le mieux les qualités requises ? En campagne, les candidats se montrent constamment sous leur meilleur jour ; ils cherchent à éveiller sympathie, respect, confiance... Ainsi en focalisant puissamment l'attention sur leur personnalité, s'insèrent-ils dans une mise en spectacle où le Pouvoir politique visible l'emporte sur les Pouvoirs de l'ombre ; les aspects bienveillants voire débonnaires de l'Etat sur ses aspects répressifs ou coercitifs. L'élection présidentielle personnalisée consacre l'Etat comme puissance tutélaire et comme recours.

Constamment dynamisé par les mythes ambivalents qui le fondent et les passions qui le traversent, le suffrage universel ne tire pas son importance sociale hors pair de sa nature intrinsèquement démocratique. Procédure associée au mode de reproduction du Pouvoir politique, il est d'abord efficace à ce niveau où il favorise la pérennisation d'un mode de Gouvernement social qui repose sur trois piliers :

- la Démocratie, célébrée... et canalisée ;
- l'unité nationale, stimulée aussi bien que raffermie par la fête ;
- l'Etat central, replacé dans un éclairage positif.

L'exemple particulier de l'élection présidentielle attire ainsi l'attention sur l'importance des messages latents véhiculés par une procédure ; messages d'autant plus efficaces qu'ils demeurent inconscients. Il y a en effet un discours idéologique de la Forme.